



HAL
open science

Entretien avec Thomas Pierret - Le point sur le régime syrien dix ans après le début du soulèvement populaire

Thomas Pierret, Inés Gil

► To cite this version:

Thomas Pierret, Inés Gil. Entretien avec Thomas Pierret - Le point sur le régime syrien dix ans après le début du soulèvement populaire. 2021. hal-03510437

HAL Id: hal-03510437

<https://hal.science/hal-03510437v1>

Submitted on 4 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entretien avec Thomas Pierret - Le point sur le régime syrien dix ans après le début du soulèvement populaire

Entretien réalisé par Inès Gil et publié le 22 mars 2021 sur le site *Les Clés du Moyen-Orient*, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Thomas-Pierret-Le-point-sur-le-regime-syrien-dix-ans-apres-le.html>

Thomas Pierret

Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie, chargé de recherche à l'Iremam (CNRS-Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence), revient pour *Les clés du Moyen-Orient* sur la situation du régime syrien, dix ans après le début du soulèvement populaire en mars 2011. Il analyse notamment la volonté de normalisation des relations de certains Etats arabes avec la Syrie, ses relations avec la Russie et l'Iran, puis l'évolution de la nature du régime.

En mars 2011, le régime de Bachar al-Assad réprimait les premières manifestations dans le sang. En 10 ans, il a fait usage d'une répression brutale contre sa population (notamment avec l'utilisation d'agent neurotoxique sarin contre les civils). Mais aujourd'hui, certains Etats arabes appellent à faire une place au régime de Damas dans la communauté internationale. Pourquoi ?

La volonté de normaliser les relations avec la Syrie est aujourd'hui assez claire, spécialement en ce qui concerne les Etats de la Ligue arabe. Un certain nombre de pays arabes font actuellement pression pour la réintégration de Damas dans l'organisation régionale (rappelons que la Syrie n'en a jamais été exclue, elle a simplement été suspendue en 2011) :

- Ceux qui poussent le plus à un retour de Damas sont les Emirats arabes unis, qui appellent ouvertement à réintégrer la Syrie dans l'organisation.
- Quant à l'Egypte d'al-Sissi, elle a toujours entretenu de bonnes relations avec le régime d'al-Assad. Le Caire regarde le régime de Damas avec bienveillance.
- Sans surprise, l'Irak soutient aussi un retour de Damas car il fait partie de l'axe iranien.
- Concernant cette fois la Jordanie, les intérêts sont plus économiques. Il est difficile, pour Amman (qui souffre déjà d'une crise économique), de partager sa frontière nord avec un pays en faillite.
- L'Arabie saoudite de son côté, est plus ambiguë. La position saoudienne est, de manière générale, plus difficile à lire. Mais elle semblerait favorable à une normalisation.

Pour le moment, l'avancée de ce processus de normalisation est bloquée par les sanctions occidentales (en particulier les sanctions américaines). Ces dernières semaines, les Emirats ont d'ailleurs demandé aux Américains de réviser leur régime de sanctions, en vain. Les pays arabes qui cherchent à se rapprocher de Damas sont motivés par une logique de solidarité autoritaire. Par nature, les dictateurs arabes se comprennent, quelque soit leurs divergences politiques (qui peuvent être nombreuses). Rappelons que la Ligue arabe est une sorte de « club de régimes autoritaires » qui se soutiennent les uns les autres contre les revendications démocratiques. Cette dynamique entre dans la logique contre-révolutionnaire débutée en 2013 et toujours à l'œuvre aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si les Émirats sont les plus favorables à un retour de la Syrie sur la scène internationale : ils

sont les fers de lance de la contre-révolution dans le monde arabe. Même s'ils n'ont pas donné d'importants résultats, les soulèvements populaires débutés en 2011 dans le monde arabe sont une source de profonde inquiétude pour ces régimes. Une inquiétude toujours vive car des soulèvements majeurs ont encore éclaté en 2019 (Irak, Liban, Algérie). Cette « solidarité autoritaire » me paraît être une grille de lecture plus pertinente que la grille de lecture géopolitique.

Pour les partisans d'une lecture purement géopolitique, les Émirats arabes unis chercheraient à se rapprocher de Damas pour affaiblir l'Iran. Selon cette thèse, avec le retour des investissements en Syrie, Damas serait moins dépendante de l'Iran. Cette analyse n'est selon moi pas pertinente. Avec ou sans investissements émiratis, les Iraniens ne partiront pas, car ils sont présents en Syrie avec des dizaines de milliers de miliciens et ils ont implanté diverses bases militaires. Par ailleurs, lutter contre l'Iran par le soft-power ne serait pas pertinent (et les Emiriens eux-mêmes le savent) car l'Iran ne fonctionne pas avec le soft-power. L'influence iranienne dans la région n'est pas basée sur l'économie. En Syrie, mais aussi Liban et en Irak, Téhéran projette son influence à travers l'utilisation de groupes armés.

Quels sont les rapports de forces entre Damas, Moscou et Téhéran ? Bachar al-Assad a-t-il des marges de manœuvre ? Peut-il jouer sur les rivalités entre Téhéran et Moscou ?

Le régime de Damas est aujourd'hui totalement dépendant de ses parrains russe et iranien : il ne survivrait pas sans eux. Il se doit donc de se soumettre à leur volonté. Mais dans le même temps, le fait d'avoir deux parrains donne à Bachar al-Assad une certaine marge de manœuvre car il a la possibilité, dans une certaine mesure, de jouer sur les rivalités entre Téhéran et Moscou.

Concernant l'appareil militaro-sécuritaire syrien, certaines branches sont clairement sous influence russe ou iranienne :

- Le 5e corps d'armée, par exemple, est une création russe. Il est toujours commandé de facto par un officier russe. C'est ce corps qui a notamment récupéré une partie des rebelles dans la région de Deraa, en 2018.
- Mais d'autres composantes de l'armée ont la réputation d'être plus proches de l'Iran, comme la 4e division blindée de Maher al-Assad. Cette division a également récupéré d'anciens rebelles de Deraa en 2018, mais elle a aussi intégré, à l'époque, des éléments des milices pro-iraniennes. Pour rappel, un accord officieux existait avec les Israéliens selon lequel Israël ne s'opposerait pas à la reconquête du sud de la Syrie par Damas pendant l'été 2018, à condition que les milices iraniennes (ou soutenues par l'Iran) quittent cette région. En réalité, certaines composantes de ces milices pro-iraniennes ont été camouflées à l'intérieur de la 4e division et ont pu demeurer dans le Sud syrien. Elle ont reçu des cartes de soldats, voire ont été naturalisées.

Cela ne signifie pas que tout l'appareil militaro-sécuritaire est entre les mains de la Russie ou de l'Iran. Bachar al-Assad aurait encore la main sur les renseignements militaires (qui ont toujours été au cœur du dispositif militaro-sécuritaire syrien). C'est notamment là que se décident les nominations des officiers de l'armée syrienne. Cela laisse donc une très relative autonomie à Damas par rapport à ses deux parrains.

Malgré sa volonté de contrôler une partie de l'appareil militaro- sécuritaire syrien, la Russie semble aussi motivée par des intérêts économiques. Est-ce le cas selon vous ?

Ni Téhéran ni Moscou ne sont intervenus pour des raisons économiques. Dès le départ, il était acquis qu'ils allaient perdre de l'argent en intervenant en Syrie. Leurs opérations économiques (tant pour les Russes que pour les Iraniens), visent à récupérer une partie des sommes dépensées pour ces opérations militaires (une sorte de dédommagement). Les deux pays cherchent donc à obtenir le contrôle d'infrastructures pour gagner de l'argent. Mais dans l'ensemble on parle ici d'une perte sèche, c'est-à-dire qu'ils ne récupéreront jamais l'argent perdu et ils le savent.

Cependant, il est vrai que les Russes semblent plus sensibles à la dimension économique que les Iraniens. Pour Moscou, le choix d'entrer en guerre relevait plus d'un « luxe », ce n'était pas un choix existentiel. Les Russes sont plus dans une logique comptable. Si les coûts excèdent les bénéfices, ils peuvent lâcher al-Assad et partir, et Bachar al-Assad le sait, il cherche donc à ménager Moscou. Selon moi, la Russie quittera la Syrie avant l'Iran (on parle ici de prévisions à long terme, peut-être sur plusieurs décennies).

En revanche, les Gardiens de la Révolution sont dans une logique beaucoup plus existentielle. Je fais la distinction entre les Gardiens de la Révolution et l'État iranien, car l'État pourrait très bien se permettre de perdre la Syrie. Il y survivrait. Mais pour les Pasdarans, qui sont un des piliers du régime iranien, la projection militaire à l'étranger est absolument vitale. Les Pasdarans sont censés protéger la révolution islamique. Or, aujourd'hui, il n'y a plus de processus révolutionnaire en Iran. Cette dynamique révolutionnaire ne survit plus que par la projection de forces à l'étranger (au Liban avec le Hezbollah, et en Irak et en Syrie avec diverses milices) censées défendre leurs intérêts. Ces projections sont donc directement liées à la raison d'être des Gardiens de la révolution. S'il n'y avait plus d'opérations à l'étranger, l'Iran n'aurait plus besoin d'eux, l'armée iranienne suffirait. D'autant plus que ces forces sont extrêmement coûteuses.

Les projections à l'étranger sont par ailleurs une justification de la militarisation du pouvoir en Iran. Militarisation qui pourrait aboutir, d'ici peu, avec l'arrivée des Gardiens de la Révolution à la présidence (élection présidentielle prévue en juin 2021). La présence en Syrie est aussi liée à des dynamiques internes à l'Iran. C'est pourquoi Téhéran est moins sensible aux pertes économiques que Moscou.

Vous travaillez aussi sur les Etats autoritaires. La guerre a-t-elle selon vous renforcé la nature autoritaire du régime de Damas ?

Il est difficile de « graduer l'autoritarisme » en Syrie. Le degré extrêmement virulent de répression déployé pendant la guerre a pu, d'une certaine manière, renforcer les aspects autoritaires du régime. Mais même avant le début du conflit, en comparaison aux autres régimes arabes, le régime d'al-Assad a toujours été autoritaire.

- D'abord, institutionnellement : dans les autres pays arabes, on avait par exemple des semblants d'élections. Le régime de Mubarak en Egypte, laissait une marge de compétition à l'opposition, qui pouvait obtenir 10% à 20% des voix selon les années. Mais cela n'a jamais existé sous les al-Assad : les 2/3 du Parlement ont toujours été acquis au régime du fait d'un

processus officiel de désignation des députés issus du Baas et de petits partis alliés avant même la tenue du scrutin.

- Ensuite, sur la pratique de pouvoir : le régime des al-Assad a toujours été plus répressif, même avant la guerre. Notamment parce que la dimension arbitraire est plus grande que dans la plupart des autres États arabes. Toute décision émanant d'une institution étatique peut être court-circuitée par les services de renseignement, qui peuvent passer outre n'importe quel centre de décision (sauf la Présidence) de manière totalement arbitraire.

Néanmoins, certaines évolutions récentes semblent effectivement être le signe d'une accentuation de l'autoritarisme en Syrie. Lors des dernières élections municipales, organisées en 2018, le nombre de sièges attribués au parti Baas a augmenté, au détriment des autres formations politiques. On ne parle pas ici de partis d'opposition, interdits par le régime, mais de partis loyalistes. En Syrie, le système partisan est structuré autour du front national progressiste, qui constitue une alliance entre le parti Baas et une série de petits partis qui lui sont loyaux (la branche du parti communiste pro-régime, le parti syrien national social, des partis nassériens notamment). Pour les satisfaire, le régime donne à ces formations quelques sièges (autant dire, des miettes électorales) au Parlement ou aux municipales. Mais aux élections de 2018, la part attribuée à ces partis loyaux a diminué. Ainsi, à l'heure où le régime est entré dans la dernière phase de la reconquête de la Syrie, le système se referme encore plus.

Cette dynamique est aussi visible dans le renforcement du culte de la personnalité de Bachar al-Assad. Certes, le culte de la personnalité n'est pas une nouveauté en Syrie. Mais il avait surtout concerné Hafez al-Assad (père et prédécesseur de Bachar al-Assad) avec la présence de nombreuses statues à son effigie et la multiplication de discours à sa gloire. Cet aspect avait été moins exploité par Bachar al-Assad à son arrivée au pouvoir en 2000. Il l'avait un peu réactivé en 2007 lors de sa réélection (en réalité un plébiscite puisqu'il était candidat unique) : des photos de Bachar al-Assad étaient placardées dans les villes tandis que se développait une rhétorique officielle de glorification du président. Mais c'est surtout depuis 2018 qu'on est entré dans une phase qui rappelle de plus en plus l'époque du père. Particulièrement aujourd'hui, car le régime est en pleine campagne pour l'élection présidentielle qui devrait être organisée au printemps 2021. Le régime organise toutes sortes de mises en scène à la gloire d'Assad, avec des soldats qui prennent des photos aériennes en forme de cœur ou des photos avec des enfants qui déclarent leur amour pour Bachar al-Assad dans les écoles. Donc, même si le régime était déjà extrêmement autoritaire, il semble bien qu'on soit dans une logique de renforcement de l'autoritarisme.

Resserrer la vis de la sorte constituerait-il un signe de faiblesse ? Notamment à l'heure où les territoires contrôlés par Damas sont frappés par une violente crise économique

Selon moi, le culte de la personnalité est toujours un signe de faiblesse. Actuellement, il est vrai qu'un large mécontentement traverse la population syrienne, principalement pour des raisons économiques. De manière générale, le culte de la personnalité est toujours une manière de forcer les gens à exprimer publiquement leur loyauté pour faire taire les dissensions. C'est toujours l'aveu implicite que le chef de l'Etat n'est pas aussi aimé qu'il le prétend.

Publié le 22/03/2021

THOMAS PIERRET

Thomas Pierret est Docteur en Science de l'IEP Paris et de l'Université Catholique de Louvain. Après avoir été Maître de conférences à l'Université d'Édimbourg, il est maintenant chargé de recherche à l'Iremam (Aix-en-Provence). Ses recherches portent notamment sur le conflit syrien, les groupes armés non étatiques et les Etats autoritaires. Son ouvrage "Baas et Islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas" est paru aux PUF en 2011.